

Association internationale de développement

LE FONDS DE LA BANQUE MONDIALE POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES



IDA

Fonds de la Banque mondiale
pour les pays les plus pauvres

GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



QUI NOUS SOMMES

L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Fondée en 1960, l'IDA vise à réduire la pauvreté en accordant des prêts (appelés « crédits ») et des dons destinés à des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire les inégalités et à améliorer la vie des plus démunis.

L'action de l'IDA complète celle de l'autre guichet de prêt de la Banque mondiale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). La BIRD, qui a été créée sous forme d'entité autofinancée, accorde des prêts et fournit des conseils aux pays à revenu intermédiaire solvables. La BIRD et l'IDA partagent le même personnel et le même siège et évaluent les projets suivant les mêmes normes rigoureuses.

L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 77¹ pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique, et représente la plus importante source de contributions des donateurs aux services sociaux de base dans ces pays.

L'IDA prête des fonds à des conditions concessionnelles. Cela signifie que les crédits de l'IDA portent un intérêt très faible ou nul et que les remboursements sont étalés sur 25 à 38 ans, dont un

différé d'amortissement de 5 à 10 ans. L'IDA accorde également des dons aux pays menacés de surendettement.

Outre les prêts concessionnels et les dons, l'IDA apporte des allègements de dette substantiels dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et de l'initiative pour l'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Pour l'exercice budgétaire clos le 30 juin 2015, les engagements de l'IDA ont totalisé 19 milliards de dollars, dont 13 % sous forme de dons. Les nouveaux engagements pris durant l'exercice sont allés à 191 nouvelles opérations. Depuis sa création, l'IDA a fourni 312 milliards de dollars pour financer des investissements dans 112 pays. Le volume annuel de ses engagements ne cesse de croître et a atteint 19 milliards de dollars par an en moyenne au cours des trois dernières années.

Quelques chiffres

Principales réalisations de l'IDA entre 2011 et 2015



5,1 MILLIONS

d'enseignants recrutés et/ou formés sur une période de quatre ans.



205 MILLIONS

d'enfants vaccinés.



17 MILLIONS

de femmes enceintes ayant reçu des soins prénatals d'un prestataire de santé.

¹ L'Inde n'est plus éligible à l'aide de l'IDA depuis la fin de l'exercice 14, mais recevra un soutien transitoire exceptionnel pour la période couverte par IDA17 (exercices 15-17).



Quelques chiffres

Principales réalisations de l'IDA
entre 2011 et 2015



50 MILLIONS

de personnes bénéficiant
d'un accès à une source d'eau
améliorée. Chaque dollar investi
dans l'eau et l'assainissement
en produit 4 en retour.



413 MILLIONS

de personnes bénéficiant
d'un accès à des services
de santé essentiels.

CE QUE NOUS FAISONS

Les pays les plus pauvres sont souvent dans l'incapacité d'attirer des capitaux suffisants pour couvrir leurs besoins de développement les plus urgents et sont donc tributaires des apports d'aide publique, une source de financement cruciale pour eux.

L'IDA soutient toutes sortes d'activités de développement, comme l'enseignement primaire, les services de santé de base, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, la protection de l'environnement, l'agriculture, l'amélioration du climat des affaires, l'infrastructure et les réformes institutionnelles. Ces projets ouvrent la voie vers l'égalité, la croissance économique, la création d'emplois, le relèvement des revenus et l'amélioration des conditions de vie. Pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 2014 et le 30 juin 2015 (IDA-17), les interventions de l'IDA mettent l'accent sur quatre domaines thématiques : le changement climatique, les États fragiles ou touchés par un conflit, la parité hommes-femmes et la croissance solidaire.

Les ressources au titre d'IDA-17 devraient notamment permettre de fournir de l'électricité à 15 ou 20 millions de personnes, des vaccins qui sauveront la vie de 200 millions d'enfants, des microfinancements à plus d'un million de femmes, et des services de santé de base à 65 millions de personnes. Environ 32 millions de personnes bénéficieront d'un accès à de l'eau salubre et 5,6 millions auront accès à des installations d'assainissement de meilleure qualité.

Nombre des problèmes auxquels font face les pays en développement ne connaissent pas de frontières. En aidant à les résoudre, l'IDA répond aux problèmes de sécurité, de protection de l'environnement et de santé, et aide à prévenir la propagation de ces risques au niveau mondial.

Pour les partenaires bailleurs de fonds, l'IDA constitue un instrument efficace pour canaliser l'aide au développement vers les pays les plus pauvres. Les contributions des donateurs étant mises en commun avec les remboursements des bénéficiaires actuels ou passés des crédits de l'IDA, l'Association constitue une source de financement substantielle et stable sur laquelle les pays IDA peuvent compter pour financer leurs priorités de développement.

L'IDA joue par ailleurs un rôle essentiel en cas de crise ou de situation d'urgence en intervenant par le biais de mécanismes, tels que le Guichet spécial de financement de riposte aux crises (CRW). Le CRW apporte une aide aux pays confrontés à des crises graves, comme en Haïti après le tremblement de terre de 2010, dans les pays d'Afrique de l'Ouest touchés par l'épidémie d'Ébola, et au Népal après le séisme de 2015. Depuis sa création dans le cadre d'IDA-16, le CRW a fourni 1,8 milliard de dollars pour faire face à des crises et des situations d'urgence dans 18 pays IDA répartis dans cinq régions. Les fonds du CRW sont fournis en sus de l'allocation ordinairement versée aux pays IDA.

Les activités opérationnelles de l'IDA sont complétées par des études analytiques qui informent la conception des politiques de réduction de la pauvreté. L'IDA conseille les gouvernements sur les moyens à mettre en œuvre pour diversifier la croissance économique et protéger les plus démunis des chocs économiques.

L'IDA coordonne l'aide des bailleurs de fonds pour alléger le fardeau des pays

pauvres qui ne sont pas en mesure d'assurer le service de leur dette, et a mis au point une formule d'allocation de dons aux pays menacés de surendettement, conçue pour aider ces derniers à revenir à un niveau d'endettement tolérable.

L'impact de son action sur le développement constitue une priorité pour l'IDA, considérée comme une plateforme qui permet d'obtenir des résultats dans la transparence et d'une manière efficace par rapport au coût (voir ci-après la rubrique consacrée à la mesure des résultats). Durant la période couverte par les exercices 11-15, les financements de l'IDA ont ainsi permis de vacciner 205 millions d'enfants ; de fournir à 50 millions de personnes un accès à des services d'approvisionnement en eau de meilleure qualité ; et de recruter et/ou former plus de 5 millions d'enseignants.

Pour en savoir plus sur nos activités et sur ce qu'en pensent les donateurs et d'autres observateurs, rendez-vous sur www.banquemondiale.org/IDA, www.facebook.com/ida.wbg et www.youtube.com/worldbank.

De 2005 à 2015,
l'IDA a fourni
158 milliards de dollars
pour financer 2 114 projets
dans les pays IDA.

#EndPoverty
#IDA



COMMENT FONCTIONNE L'IDA ?

L'IDA est supervisée par ses 173 pays actionnaires, qui composent le Conseil des Gouverneurs. Les activités quotidiennes de développement de l'IDA sont administrées par le personnel opérationnel de la Banque, et par les États et les organes d'exécution dans les pays participant aux programmes.

Tandis que la BIRD lève la plupart de ses fonds sur les marchés des capitaux internationaux, l'IDA est principalement financée par les contributions des États membres (voir l'encadré sur les pays contributeurs). Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'IDA et examiner son

cadre d'action. La reconstitution la plus récente des ressources de l'IDA (IDA17) a été conclue en décembre 2013 et a permis de mobiliser un montant record de 52,1 milliards de dollars pour financer des projets sur une période de trois ans qui s'achève le 30 juin 2017. Ce montant inclut 4,5 milliards de dollars au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, et plus de 4 milliards de dollars de prêts concessionnels des partenaires, une innovation essentielle conçue lors des discussions relatives à la reconstitution.

La procédure de reconstitution des ressources consiste habituellement en quatre conférences officielles qui se déroulent sur une année. Outre les représentants des États bailleurs de fonds (appelés « délégués à l'IDA ») — qui sont à présent plus d'une cinquantaine —, des représentants des pays membres emprunteurs sont invités à y participer afin d'assurer que les cadres d'action et de financement de l'IDA répondent bien aux besoins des pays.

Les documents d'orientation examinés durant les négociations de reconstitution sont communiqués au public, et le projet d'accord de reconstitution est publié sur internet pour inviter le public à faire part de ses commentaires avant la dernière conférence. Le personnel de l'IDA dialogue aussi en permanence avec des organisations de la société civile (OSC), des fondations et des groupes de réflexion du monde entier.

En 2014, l'IDA s'est hissée pour la première fois dans la catégorie de performance la plus élevée de l'Indice de transparence de l'aide (2014 Aid Transparency Index).

#OpenDev

#AidEffectiveness

#EndPoverty



Comment sont alloués les fonds de l'IDA. Les emprunteurs de l'IDA ont d'énormes besoins de financement concessionnel. Or le montant des fonds disponibles, qui est fixé après l'annonce par les États bailleurs de fonds du montant de leurs contributions, ne permet pas de couvrir la totalité de ces besoins.

L'IDA doit donc décider de la manière dont les ressources limitées dont elle dispose seront réparties entre les pays admissibles (voir l'encadré consacré aux pays emprunteurs). Les décisions d'allocation sont fondées sur plusieurs critères, notamment les niveaux de revenu des pays et leurs antécédents dans la gestion de leur économie et des projets de l'IDA en cours de réalisation.

Pour être éligible aux ressources de l'IDA, un pays doit tout d'abord satisfaire aux conditions suivantes :

- avoir une pauvreté relative, à savoir un revenu national brut (RNB) par habitant, inférieur à un seuil établi et actualisé chaque année, soit 1 215 dollars pour l'exercice 15 ;

- présenter une cote de crédit ne lui permettant pas d'emprunter aux conditions du marché, et donc avoir besoin de ressources concessionnelles pour financer son programme de développement.

Les pays sont ensuite évalués pour déterminer dans quelle mesure ils mettent en œuvre des politiques qui favorisent la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Il s'agit de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA). Cette évaluation et les résultats du portefeuille de projets du pays constituent ensemble la notation IDA de la performance du pays. Outre cette notation, la population et le revenu par habitant déterminent également le montant de l'allocation. Cette notation est disponible sur le site web de l'IDA : www.banquemondiale.org/IDA.

Dans l'accord d'IDA-17, les donateurs de l'IDA et la Banque mondiale ont également recommandé que les pays d'Afrique subsaharienne demeurent prioritaires et reçoivent au moins 50 % des financements de l'IDA, sous réserve de leur performance.

Conditions de prêt. Les conditions de prêt varient pour les différents membres de l'IDA, en fonction du niveau de leur revenu et de leur situation d'endettement. À la suite des débats et des examens menés au cours d'IDA-17, l'IDA a ajusté les conditions d'emprunt des pays exclusivement IDA et les a quelque peu « durcies » (raccourcissement de l'échéance et amortissement linéaire), tout en maintenant un certain degré de concessionnalité.

Durant l'exercice 15, l'IDA a doublé le montant de son aide aux États fragiles ou touchés par un conflit.

#Stability #PostConflict



Emprunteurs de l'IDA

Soixante-dix-sept pays (plus l'Inde) peuvent actuellement prétendre à une aide de l'IDA. L'éligibilité d'un pays aux ressources de l'IDA dépend d'abord et surtout de sa pauvreté relative, à savoir de son revenu national brut (RNB) par habitant, qui doit être inférieur à un seuil préétabli.

L'IDA soutient aussi certains pays, notamment plusieurs petites économies insulaires, dont le RNB par habitant est supérieur au seuil mais qui ne présentent

pas la solvabilité nécessaire pour emprunter à la BIRD.

Certains pays, comme le Viet Nam et le Pakistan, sont admis à bénéficier des ressources de l'IDA sur la base du niveau de leur revenu par habitant, mais aussi suffisamment solvables pour pouvoir emprunter à la BIRD. Ces pays sont dits « à financement mixte ».

La liste des emprunteurs actuels de l'IDA est disponible sur le site www.worldbank.org/IDA/borrowers.



Pays donateurs

Malgré les difficultés auxquelles sont aux prises de nombreux pays, la communauté internationale s'est engagée en décembre 2013 à accélérer la lutte visant à éradiquer l'extrême pauvreté en annonçant une enveloppe de financement sans précédent. Ce résultat témoigne de la conviction des partenaires de développement que l'investissement dans l'avenir des pays les plus pauvres est un investissement dans l'avenir de tous les pays.

Cette mobilisation record traduit l'effort substantiel consenti par près de 51 pays — donateurs traditionnels, nouveaux pays contributeurs et nouveaux partenaires — pour contribuer au maximum de leurs possibilités (au 19 janvier 2016). Les contributions des pays du G7 ont représenté 68 % des contributions à titre

de don. Les contributions des nouveaux pays donateurs et des pays précédemment emprunteurs de l'IDA ont constitué un précieux apport à l'enveloppe globale. Ces contributions soulignent le rôle croissant que jouent les pays émergents dans le développement des pays les plus pauvres.

Le Groupe de la Banque mondiale reste fidèle à la tradition qui consiste à prélever une contribution sur ses propres ressources, les apports de la BIRD et de l'IFC représentant près de 3 milliards de dollars. La reconstitution englobe également les remboursements par les clients actuels ou passés de l'IDA des crédits qui leur ont été accordés, ainsi que les apports résultant du durcissement des conditions de prêt et de l'accélération des remboursements des crédits.

COMMENT SAVOIR SI L'IDA EST EFFICACE ?

Depuis plus d'une décennie, l'IDA mesure l'impact de son action sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté des pays qui bénéficient de son aide, et elle tient les donateurs informés de l'efficacité de leurs contributions. Le système de mesure des résultats (RMS) est l'outil qui permet de présenter les résultats agrégés de l'ensemble des pays IDA. Il montre également si l'IDA gère efficacement ses interventions et ses services et fonctionne de manière efficiente.

Le cadre du RMS regroupe les indicateurs en quatre sous-ensembles. Les deux premiers sous-ensembles enregistrent les résultats globaux

de développement du pays et la contribution de l'IDA à ces résultats. Les deux autres comparent les composantes des résultats avec les normes de résultats convenues. Les quatre sous-ensembles sont : 1) progrès des pays IDA ; 2) résultats de développement appuyés par l'IDA ; 3) efficacité opérationnelle de l'IDA ; et 4) efficacité organisationnelle de l'IDA.

Le RMS complète les données plus détaillées sur les résultats par projet, par pays et par secteur qui étaient déjà disponibles, ainsi que les rapports de synthèse qualitatifs qui sont établis au niveau des pays, des secteurs, des thèmes et des projets.

Quelques chiffres

Principales réalisations de l'IDA



8 MILLIONS

de Tanzaniens en milieu rural avaient accès à l'eau en 2015, soit 75 % de plus qu'en 2007.



78 MILLIONS

de manuels scolaires et de guides de l'enseignant ont été élaborés, imprimés et distribués dans toutes les écoles primaires et secondaires d'Éthiopie, et plus de 148 nouveaux titres ont été rédigés entre 2010 et 2013.

L'AVENIR DE L'IDA

Le contexte budgétaire actuel présente des difficultés pour tous les acteurs du développement, qu'il s'agisse des pays emprunteurs, des bailleurs de fonds ou des organisations de la société civile. Alors que les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) offrent une occasion unique d'éradiquer l'extrême pauvreté, l'ampleur et la complexité de la tâche donnent la mesure des énergies et des ressources à mobiliser pour atteindre ces objectifs. S'il est vrai que plusieurs pays devraient voir leur revenu par habitant dépasser le seuil d'éligibilité à l'aide de l'IDA au cours des dix prochaines années, il est clair que ces pays n'en continueront pas moins d'abriter des millions de pauvres, lesquels auront toujours besoin d'un soutien considérable, en particulier durant la période de transition qui aboutira à l'application

de conditions de prêt moins concessionnelles.

Certes, le cadre de financement du développement a connu de profonds changements, mais l'aide publique au développement demeurera la principale source de financement des pays IDA, et les contributions sous forme de dons resteront la clé de voûte du modèle de l'IDA. Il sera néanmoins crucial de mieux utiliser ces financements concessionnels pour pouvoir attirer et mobiliser des apports beaucoup plus conséquents de capitaux publics et privés à l'appui des ODD.

Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour mettre ses ressources le plus possible au service des besoins des pays en développement, le Groupe de la Banque mondiale étudie les moyens de faire davantage avec

les ressources de l'IDA. Principal instrument de mise en œuvre des objectifs mondiaux dans les pays les plus pauvres, l'IDA devra recourir de plus en plus à des approches novatrices pour obtenir des résultats véritablement porteurs de transformations.

Face aux problèmes d'un monde et de pays en évolution, l'IDA poursuit sa rénovation en profondeur. Nous dialoguons en permanence avec les donateurs et les pays emprunteurs pour explorer les moyens de traiter de questions, telles que la viabilité financière de l'IDA, les États fragiles et les nouvelles problématiques du développement. Le défi consiste à maintenir le monde engagé dans la lutte générale pour mettre un terme à l'extrême pauvreté, et à assurer que les fonds de l'aide sont utilisés le plus efficacement possible.



L'IDA facilite la transition des pays en crise ou en situation de fragilité vers la stabilité, en fédérant les ressources et les actions des donateurs pour en maximiser l'impact. **#CrisisResponse**

L'IDA, POURQUOI ?

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement, plus connue sous le nom de Banque mondiale, a été fondée en 1944 pour aider l'Europe à se relever de la dévastation de la Seconde Guerre mondiale.

Le succès de l'entreprise a conduit la Banque quelques années plus tard à tourner son attention vers les pays en développement. Durant les années 50, il est devenu clair que les pays en développement les plus pauvres devaient bénéficier de conditions plus souples que celles que pouvait alors offrir la Banque pour pouvoir emprunter les capitaux dont ils avaient besoin pour se développer. Ce constat a conduit à la création de l'IDA en 1960.

Aujourd'hui, l'IDA est reconnue comme une institution mondiale capable d'entraîner des transformations comme aucun pays donateur ne pourrait à lui seul le faire.

- L'IDA est chef de file dans la lutte contre les grands problèmes planétaires. De l'appui à l'adaptation au changement climatique à la création d'emplois pour réinsérer des excombattants dans la société, l'IDA rassemble les énergies de tous pour gérer des problèmes difficiles dans l'intérêt général et contribuer à rendre le monde plus sûr.
- L'IDA exerce un rôle transformationnel. L'IDA aide les pays à développer des solutions qui ont littéralement redessiné le paysage du développement — depuis l'introduction historique de solutions agricoles dans les années 70 en Asie du Sud pour des millions d'habitants menacés de famine, à son action de pionnier dans les domaines de l'allègement de dette et de l'élimination des additifs au plomb dans l'essence.
- L'IDA s'engage sur le long terme. L'IDA reste dans le pays après le départ des caméras, en privilégiant la croissance à long terme et la capacité à pérenniser les résultats.

- Lorsque les plus pauvres sont ignorés parce que les servir n'est pas rentable, l'IDA peut faire la différence. L'IDA offre dignité et qualité de vie, en apportant eau potable, électricité et toilettes à des centaines de millions de pauvres.
- L'IDA rend le monde plus accueillant pour les jeunes filles et les femmes. L'IDA œuvre à inverser des millénaires de discrimination sexuelle en scolarisant les filles, en aidant les femmes à accéder au crédit pour créer de petites entreprises et en contribuant ce faisant à améliorer les perspectives économiques de familles et de communautés entières.
- En coopération avec le Groupe de la Banque mondiale, l'IDA met en œuvre une approche intégrée du développement. L'IDA aide à créer des environnements propices à faire naître le changement et où le secteur privé peut stimuler l'investissement.
- En matière de transparence, l'IDA est par ailleurs un leader mondial et fait, plus que n'importe quelle autre organisation internationale, l'objet d'évaluations indépendantes particulièrement strictes. En 2014, l'IDA s'est hissée pour la première fois dans la catégorie de performance la plus élevée de l'Indice de transparence de l'aide, où elle se situe au 4^e rang sur 17 organisations multilatérales ;

elle figure parmi les six organisations qui ont obtenu un score de plus de 80 % pour le niveau des informations fournies à l'échelon des projets.

- Une autre évaluation conduite en 2014 par Center for Global Development et Brookings Institution désigne l'IDA comme l'un des bailleurs d'aide au développement les plus performants de la communauté internationale, citant les faibles coûts administratifs de l'IDA, le caractère plus prévisible de ses apports d'aide et la taille relativement plus importante des projets qu'elle finance comparé aux projets d'autres donateurs.
- Enfin, une enquête réalisée en 2015 par AidData auprès des décideurs de 126 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire classe la Banque mondiale au 1^{er} rang de 56 donateurs bilatéraux et institutions multilatérales compte tenu de son influence dans l'orientation de l'action publique des pays en développement. Selon ce rapport, l'efficacité de l'action de la Banque mondiale est sans commune mesure avec son coût.

Dans un environnement qui contraint sévèrement les finances des bailleurs de fonds, ceux-ci doivent intensifier et améliorer encore leur utilisation des mécanismes multilatéraux et, parmi ceux-ci, l'IDA fait figure de leader.

Au Nigéria, 55 millions d'enfants ont été vaccinés contre la polio en 2015, un résultat en progression de 98 % par rapport à 2014.
#EndPoverty #IDA

La Banque mondiale
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

www.banquemondiale.org/IDA

www.facebook.com/ida.wbg

www.youtube.com/worldbank



Fonds de la Banque mondiale
pour les pays les plus pauvres
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE